

N° 16 Mercredi 27 juin 1984

LE « MIRACLE » ANGLAIS

Cinq ans après l'arrivée des Conservateurs au gouvernement du Royaume-Uni leur politique économique, libérale de conviction et monétariste d'inspiration, fait apparemment de nombreux émules en Europe. Alors qu'un consensus s'est formé sur la priorité accordée à la désinflation dans la plupart des pays, le ralentissement spectaculaire de la hausse des prix en Grande-Bretagne ne pouvait manquer d'impressionner. L'année 1983 y a en effet connu le taux d'inflation le plus faible depuis quinze ans, + 4,6 %, alors qu'il dépassait encore 9 % en France. Au cours du premier trimestre 1984, la progression de l'indice n'a été que de 0,7 %, soit la moindre de tous les pays de la Communauté européenne.

Mais l'économie britannique a aussi souffert au cours des premières années du gouvernement de Mme Thatcher d'une récession plus profonde qu'ailleurs, et dont la sévérité n'est comparable qu'à celle des années trente. En dépit d'une reprise plus précoce et de deux années de croissance réelle (+ 2 % en 1982 et un peu plus en 1983), la production en volume n'a atteint que récemment son niveau d'avant la récession, cependant que la dégradation manifeste de la balance des paiements pourrait, comme par le passé, susciter bientôt une intervention correctrice

1. Emploi, chômage et PIB

	Emploi (millions)	Chômage* (%)	Part dans le PIB (%)	
			Industries	Pétrole
1973	25,1	2,6	31,5	0,1
1974	25,1	2,6	31,5	0,0
1975	25,0	3,9	29,9	0,0
1976	24,8	5,2	29,9	0,6
1977	25,8	5,6	29,7	1,8
1978	24,0	5,5	29,0	2,6
1979	25,4	5,1	28,1	3,5
1980	25,3	6,4	26,5	3,8
1981	24,3	10,0	25,2	4,2
1982	24,0	11,7	24,8	4,8
1983	23,7	12,4		

* Les jeunes à la recherche d'un premier emploi ne sont pas inclus.
Source : calculé à partir des données du C.S.O.

du gouvernement, qui compromettrait la poursuite de l'expansion.

Or deux années de reprise n'ont que ralenti le déclin de l'emploi. De 1979 à 1983 le taux de chômage a plus que doublé. La contraction de l'emploi a été plus rapide que celle du PIB pendant la récession et elle s'est poursuivie au cours de la première phase de la reprise, jusqu'au premier trimestre 1984. Les forts gains de productivité enregistrés depuis 1980 (la production par salarié s'est ainsi accrue de 10 % en 1981 dans l'industrie) résultent moins d'investissements hautement productifs que de la perte importante de capacités de production obsolètes.

La politique économique de Mme Thatcher en pratique

Dès son installation le gouvernement de Mme Thatcher a mis en place une politique économique dont l'originalité, maintes fois soulignée, réside dans la formulation d'une stratégie en termes non pas, comme habituellement, d'objectifs finals - taux de croissance, taux de chômage, taux d'inflation... - mais uniquement d'objectifs intermédiaires, tels que la masse monétaire et le déficit public. La conception monétariste de contrôle de l'inflation et l'idéal libéral de minimisation du rôle de l'État dans l'économie ont ainsi été fondus dans la « stratégie financière à moyen terme » (MTFS : *Medium Term Financial Strategy*), qui fixe des objectifs cohérents de croissance de la masse monétaire et de l'endettement public. La réalisation de ces deux objectifs dépend d'interactions des instruments de politique économique et de l'activité. Chaque changement dans les prévisions conjoncturelles donne lieu à révision de ces objectifs.

Dans la pratique cela se traduit par une politique monétaire dont l'orientation est difficilement discernable à la lumière des seuls agrégats monétaires. Ainsi de 1979 à 1981 le taux de croissance annuel de M3, seul agrégat figurant alors dans la MTFS, a-t-il toujours largement dépassé la limite supérieure de sa fourchette-objectif, tandis que M1 croissait au contraire assez peu. Globale-

ment la politique monétaire de cette période a cependant été à coup sûr fortement restrictive, comme l'indiquent la hausse des taux d'intérêt et l'appréciation rapide de la livre sterling. Depuis lors l'évolution des agrégats monétaires est moins ambiguë et la poursuite de restrictions modérées se manifeste dans la persistance de taux d'intérêt réels élevés, mais accompagnés d'un fléchissement de change.

De même, en dépit d'un dépassement systématique des objectifs fixés dans la MTFSS pour le besoin de financement du secteur public (administrations publiques + entreprises publiques), la politique budgétaire et fiscale a été restrictive sur toute la période. La réduction de 1979 à 1982 (tableau 2) du déficit public en pourcentage d'un

2. Dépenses des administrations publiques et déficit en pourcentage du PIB

	Consommation	Investissements	Intérêts	Transferts	Total	Déficit
1973	17,9	5,0	3,7	8,6	37,7	2,6
1974	19,6	5,2	4,2	9,3	42,4	3,7
1975	21,6	4,7	4,0	9,7	44,1	4,5
1976	21,1	4,3	4,3	10,1	43,5	4,8
1977	20,2	3,4	4,4	10,4	41,9	3,2
1978	19,8	2,8	4,3	25,8	41,5	4,2
1979	19,6	2,6	4,6	26,0	41,3	3,2
1980	21,4	2,5	5,0	25,7	43,7	3,6
1981	21,7	1,8	5,3	27,9	44,5	2,7
1982	21,8	1,6	5,2	29,3	44,8	2,0
1983	21,9	1,9	4,9	27,0	45,6	3,3

PIB alors décroissant est significative. Et le calcul d'un déficit corrigé des fluctuations conjoncturelles (1) fait apparaître un surplus croissant au cours de ces années, confirmant l'orientation restrictive des finances publiques.

Si néanmoins l'objectif de contrôle des dépenses publiques n'a pas été atteint, puisque leur part dans le PIB a augmenté, la cause en est dans les paiements d'intérêt sur la dette publique et l'accroissement des transferts — au titre essentiellement de l'indemnisation du chômage. La consommation publique s'étant avérée peu compressible, la plupart des économies ont été réalisées sur les investissements publics, dont le volume atteint un niveau alarmant.

Dans le même temps, à l'encontre des fondements libéraux de cette politique, la part des prélèvements obligatoires dans le revenu national augmentait fortement. La brusque hausse du taux de TVA en 1980 — qui entre pour beaucoup dans la progression rapide de l'indice des prix cette année-là — a gonflé les prélèvements opérés par les impôts indirects. Ceux résultant des cotisations sociales et des impôts directs sont demeurés stables, malgré des réductions substantielles des taux marginaux d'imposition des revenus élevés. Les promesses de réduction des prélèvements, réitérées dans le budget de 1984 et la nouvelle MTFSS, sont loin d'avoir été tenues. Ils ont en réalité poursuivi leur croissance et, jusqu'en 1982 tout au moins, plus rapidement que les dépenses.

Les changements structurels de l'économie

Ainsi l'augmentation de la pression fiscale a suivi son cours en dépit de l'accroissement rapide du montant des prélèvements publics sur les revenus pétroliers. La part de ce secteur (pétrole et gaz de la mer du Nord) dans le PIB, négligeable jusqu'en 1977, en constitue aujourd'hui près de 5 %. Tandis que les autres composantes du PIB demeuraient à peu près constantes, cette progression s'est accompagnée d'un déclin équivalent de l'industrie manufacturière, dont la part, décroissante depuis des décennies, a brutalement accéléré sa chute en 1979, et dont les effectifs ont diminué plus rapidement encore.

L'accélération de ce déclin a d'abord coïncidé avec une détérioration de la compétitivité des prix de l'industrie britannique, due aux fortes augmentations des rémunérations en 1979 et 1980 et à l'appréciation du change. Cette compétitivité s'est, il est vrai, améliorée en 1982 et 1983, grâce au ralentissement de l'inflation salariale et à la baisse du cours du change, mais sans que cela corrige la tendance à la contraction du secteur, ce qui atteste l'irréversibilité des pertes de capacités ayant résulté de la baisse de la demande.

La structure de la balance commerciale en a été profondément altérée. Tandis que la part des produits énergétiques dans les exportations triplait de 1978 à 1982 — la balance énergie dégagant depuis lors un excédent — celle des produits manufacturés a commencé à décroître en 1979. Depuis le début de la reprise l'augmentation de la demande intérieure a conduit simultanément à un accroissement de la part des produits manufacturés dans les importations, si bien qu'en 1983 apparaît, pour la première fois depuis un siècle, un déficit de la balance des biens manufacturés.

Le caractère limité des réserves pétrolières connues, dont le rythme d'extraction paraît atteindre actuellement son maximum, rend ces évolutions alarmantes, car à terme le Royaume-Uni, importateur net de matières premières et de produits alimentaires, ne pourra compter, pour les financer, que sur l'exportation de services, qui ne présente pour l'heure aucun signe d'expansion, ou sur une renaissance de son industrie, qui, bien qu'espérée et encouragée fiscalement, demeure virtuelle.

La brusque dégradation, en avril, du solde commercial à la suite d'une grève des mineurs, qui a conduit à un arrêt des exportations de pétrole et à une forte augmentation de son importation, est révélatrice de la vulnérabilité de l'économie britannique à des troubles sociaux.

Michael K. ANYADIKE-DANES
Jacques LE CACHEUX
Département des études de l'OFCE

(1) cf. Willem H. BUITER et Marcus H. MILLER, 1983, « Changing the Rules: Economic Consequences of the Thatcher Regime », *B.P.E.A.*, 2.

LES EXPORTATIONS FRANÇAISES EN RFA

Devant les difficultés financières croissantes des pays en voie de développement, les restrictions de commandes et les délais de paiement qui en résultent, l'intérêt des pouvoirs publics et des exportateurs français s'est reporté sur les pays industrialisés solvables. Cela nous conduit à évaluer de plus près les tendances de nos exportations vers ces partenaires commerciaux. Après les États-Unis c'est au tour de la RFA, premier fournisseur et premier client de la France, d'être examinée.

Rappelons tout d'abord la structure de nos exportations vers la RFA : 15 % sont des produits agricoles et alimentaires, 10 % des matières premières, y compris l'énergie, et 75 % des produits manufacturés. Nous sommes plus présents que nos partenaires pour les boissons, la chimie (derrière les Pays-Bas) et la métallurgie (derrière la Belgique et le Luxembourg). La faible part des biens d'équipement (28 % de nos exportations vers la RFA, au lieu de 41 % en dehors de la CEE) illustre les difficultés de la réorientation vers les pays industrialisés.

Il ressort des tendances récentes que nos ventes de produits manufacturés continuent de progresser, mais qu'elles ne font qu'accompagner la demande allemande ; et aussi que les dévaluations cumulées depuis 1981 ont été plus que compensées par les hausses de prix à l'exportation.

Un progrès continu des ventes industrielles...

Notre déficit commercial s'était progressivement creusé depuis le début de 1980, la détérioration s'accroissant du quatrième trimestre 1981 au premier trimestre 1983, du fait du plafonnement de nos exportations au cours de ces dix-huit mois. Le déficit atteignait alors 38 milliards de francs en rythme annuel. Du deuxième trimestre 1983 au premier trimestre 1984, il s'abaisse à 26 milliards sous les effets conjugués de la limitation de nos achats et de la progression de nos ventes. Nos exportations ont cependant reculé de 0,9 % au premier trimestre 1984 en raison du repli de l'agro-alimentaire, les ventes de produits manufacturés ayant, quant à elles, progressé d'environ 5 %.

... ne compense pas le recul antérieur de la présence en RFA

Dès le début de 1980 et durant toute la phase de repli du volume des importations allemandes de produits manufacturés

(- 6 % jusqu'au quatrième trimestre 1982), nos ventes n'ont pas bien résisté (diagramme) ; elles ont reculé de 13 % environ. Sur un marché en déclin, les industriels français ont mal supporté la concurrence d'autres pays de l'OCDE, dont les réseaux commerciaux sont meilleurs et souvent aussi la qualité des produits. Dans la phase de reprise d'activité notre place sur le marché allemand a cessé de se détériorer : nos ventes en volume ont progressé de 19 % du dernier trimestre 1982 au premier trimestre 1984, tandis que les importations de la RFA augmentaient de 16 %.

L'inflexion constatée sur les parts de marché paraît coïncider avec le ralentissement relatif de la hausse de nos prix à l'exportation comparés aux prix à l'importation de la RFA exprimés en francs. En effet, si jusqu'à la mi-1982, et hormis une courte période suivant la dévaluation de 1981, les prix français se sont élevés au même rythme, de la mi-1982 jusqu'au premier trimestre 1984 ils ont augmenté moins. Cependant, la reconstitution des marges l'a emporté sur la conquête de marchés. Ainsi, du second trimestre 1981 au premier trimestre 1984 alors que le franc s'est déprécié de 29 % par rapport au mark, et que nos prix à la production des produits manufacturés se sont accrus d'autant, nos prix d'exportation vers la RFA ont été majorés d'environ 35 %.

Des performances inégales selon les produits

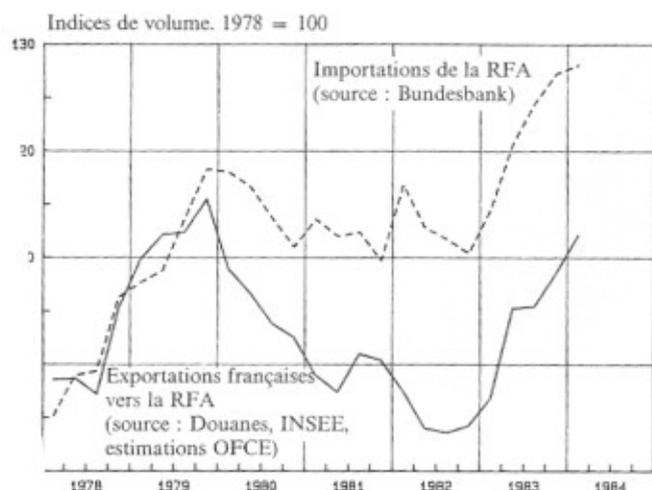
Les progrès les plus importants ont été réalisés par les industries intermédiaires. La sidérurgie et la métallurgie des non-ferreux ont fortement développé leurs exportations dès la fin de l'année dernière, et encore au premier trimestre de cette année, rejoints alors par la première transformation. Cela tient essentiellement à la reprise d'activité en Allemagne. Les ventes de la chimie organique et du papier-carton ont également été portées par le dynamisme de la demande. La situation des biens d'équipement professionnels est plus diversifiée : dans l'ensemble nos exportations ont fortement progressé tout au long de l'année 1983, et particulièrement au dernier trimestre ; mais cette reprise porte peu sur les biens mécaniques (sauf les matériels de manutention) et davantage sur les équipements électroniques, qui sont les plus concernés aujourd'hui par les reprises des investissements européens. Un léger recul de ces exportations est advenu récemment, suivant ainsi le repli passager des investissements d'outre-Rhin en ce début d'année.

Les ventes d'automobiles françaises en Allemagne connaissent depuis la fin de 1983 une accélération rapide : l'approvisionnement des réseaux en nouveaux modèles français et la progression des immatriculations l'expliquent ; mais cela ne doit cependant pas masquer le fait que leur place sur le marché allemand n'a cessé de se restreindre depuis 10 ans : les marques françaises détenaient 7,5 % de ce marché en 1983, au lieu de 16 % en 1974. Le recul de nos performances à l'exportation avait été particulièrement net de 1980 à 1982 ; la baisse annuelle moyenne des taux de pénétration atteint 0,8 % en 1980-81-82, après une période d'accalmie en 1977-78-79.

Dans les mois à venir nos exportations seront encore très tributaires de la demande allemande. On peut prévoir en Allemagne d'une part un ralentissement du stockage qui freinera nos exportations de biens intermédiaires ; et d'autre part une croissance de la demande finale de biens d'équipement et de consommation (environ 4 % l'an) qui nous sera bénéfique.

Françoise MILEWSKI
Chargée d'études à l'OFCE

Produits manufacturés
Performances françaises en RFA



Faits et chiffres d'actualité

FRANCE

L'indice mensuel de la **production industrielle** hors BTP et énergie revient à 129 en avril, soit - 1,5 % par rapport au premier trimestre. Ce repli traduit un ralentissement d'activité dans le secteur des biens intermédiaires (- 1,7 % par rapport aux trois premiers mois de l'année). Il est aggravé par une brusque retombée du secteur des biens d'équipement (- 12 % par rapport à janvier-mars). Ces faiblesses devraient n'être que passagères, car le niveau de production des biens d'équipement fut gonflé en mars par des facturations exceptionnelles et selon les enquêtes INSEE et Banque de France les industriels s'accordent pour envisager dans les mois à venir un niveau de production proche de celui atteint fin 1983 (130-131).

Le volume des ventes du commerce de gros en **équipements pour l'industrie** régresse légèrement depuis mars, après s'être nettement redressé de novembre à février. En revanche la gestion des trésoreries industrielles est plus favorable au développement des dépenses d'équipement : en mai 1984, 21 % seulement des entreprises (contre 28 % en décembre et 35 % en mai 1983) prévoient de ralentir leurs commandes pour améliorer leur trésorerie. La reprise de l'investissement industriel, limitée aux grandes entreprises et aux secteurs des biens intermédiaires (qui améliorent au premier semestre leurs résultats d'exploitation) ne semble donc pas mise en cause par la pause dans les livraisons. Par contre la faiblesse de l'investissement total explique le bas niveau de la production et des importations de biens d'équipement au début de 1984.

Le nombre de **demandeurs d'emploi** s'est stabilisé en mai à 2 296 000, soit le niveau atteint le mois dernier (cvs). Ce résultat n'annonce pas un retournement du marché de l'emploi. Les effectifs industriels, y compris le bâtiment, se sont encore réduits de plus de 60 000 personnes au premier trimestre, alors que le secteur tertiaire marchand n'a pas créé d'emplois. Cette réduction des effectifs traduit les gains de productivité réalisés dans l'industrie (actuellement de 1,5 % par trimestre) et explique que les hausses des charges salariales jouent moins que précédemment dans les difficultés de trésorerie au premier semestre 1984.

Le taux de **salaires horaires** s'est accru de 1,5 % au premier trimestre et de 8,1 % depuis avril 1983 (les prix à la consommation ont eux augmenté respectivement de 2,0 % et 8,6 %). Il semble donc qu'il y ait eu fort peu de rattrapages au titre de 1983. La décélération observée au second semestre 1983 se poursuit. Interrogés en mars, les industriels s'attendaient à de très faibles hausses au se-

cond trimestre. Compte tenu du retard pris dans les négociations salariales en début d'année et du relèvement du SMIC en mai (+ 3,4 %) on peut prévoir un résultat légèrement supérieur à celui du premier trimestre (1,7 %).

Les **prix à la consommation** ont augmenté de 0,5 % en mai (première estimation de l'INSEE), après une hausse de 2,6 % de janvier à avril due à la concentration des hausses de tarifs publics ces quatre premiers mois (+ 3,5 %) et à celles des produits manufacturés, qui, du fait de la diffusion des hausses à la production, ont été plus fortes (+ 2,8 %) que celles des services privés (+ 2 % jusqu'en avril), encore bloqués partiellement. Avec moins de hausses programmées d'ici la rentrée pour les prix qui restent sous contrôle et la poursuite de la modération des coûts salariaux, les prix des produits manufacturés devraient se ralentir.

Le **solde extérieur** de mai dégage un excédent de 83 millions, ce qui ramène le déficit depuis janvier à 17,2 milliards. L'excédent agro-alimentaire reste faible (1,5 milliard en mai, soit une moyenne de 1,2 milliard par mois depuis le début de l'année, contre 2,5 au second semestre 1983). Inversement le déficit énergétique s'amenuise, mais du fait d'une baisse des importations gazières et non de l'arrêt du restockage pétrolier ; ce déficit reste cependant supérieur à celui de la fin de 1983. L'excédent industriel progresse à nouveau (5,7 milliards contre 4,3 en avril), retrouvant presque le niveau élevé du premier trimestre (6 milliards après 4,1 au dernier trimestre 1983). Nos ventes, particulièrement celles de biens d'équipement, sont portées par la reprise de l'OCDE.

ÉTRANGER

Aux **États-Unis** l'activité donne quelques signes de ralentissement. La **production industrielle** s'est accrue de 0,4 % en mai contre 1,1 % le mois précédent. Il s'agit surtout des biens d'équipement et de matériels militaires. La production de biens de consommation reste inchangée, comme celle du matériel de construction (- 0,1 %). Cela confirme la sensibilité du logement aux tensions sur les taux d'intérêt : les mises en chantier qui avaient atteint plusieurs fois le rythme annuel de 2 millions, notamment en avril, sont redescendues à 1,7 million en mai. Le taux d'utilisation des capacités productives s'est stabilisé (+ 0,2 point entre avril et mai), signe d'allègement de pressions. La croissance des prix à la production a été nulle en mai.

La fermeté des taux d'intérêt n'a pas encore d'incidence sur les **dépenses de consommation**

des ménages américains. Pour le troisième mois consécutif celles-ci ont augmenté en mai (1,1 %), plus que le revenu (0,6 %). En avril le décalage avait été particulièrement important et le recours au crédit a continué d'augmenter atteignant un rythme annuel de 77 milliards de dollars. C'est notamment le fait du crédit automobile plus amplement accordé en avril. Le stock d'endettement s'est accru de 18 % depuis un an et représente près de 14 % du revenu des ménages.

Au **Royaume-Uni** certains milieux de la Cité continuent de prendre au sérieux les risques d'une reprise de l'inflation, pour trois raisons principalement : 1°) des tensions se sont manifestées sur certains agrégats monétaires ; mais au-delà des fluctuations mensuelles, M0 et M3-Sterling se sont accrues dans la limite des objectifs ou en deçà. En outre, et malgré une décélération en mai, le rythme des crédits bancaires au secteur privé serait excessif s'il n'était pas la conséquence ponctuelle de décisions budgétaires (accélération dans le recouvrement de la TVA sur les importations et investissements en hausse sensible à la suite des modifications dans le système d'imposition des entreprises ; 2°) les *besoins de financement du secteur public* ont été plus importants qu'à l'ordinaire en avril (2,4 milliards contre 1,2 milliard l'année précédente) et encore élevés en mai (1,2 milliard contre 1,1 milliard). Ils soulignent les coûts supplémentaires entraînés par la grève des mineurs ; 3°) les *prix de production* des produits manufacturés s'accroissent depuis le début de l'année à un rythme mensuel à 0,6 %.

Certes une partie de cette hausse est saisonnière, mais il reste une incertitude quant à l'évolution du coût de travail : selon certains, les accords salariaux se concluraient à un niveau supérieur à celui du début d'année. Ces évolutions intérieures ne paraissent cependant pas devoir provoquer une hausse des taux d'intérêt. Celle-ci serait plutôt due à la fragilité de la livre-sterling.

En **Italie** la **balance des paiements courants** est à nouveau négative en mai après l'excédent inhabituel d'avril, ce qui porte le déficit à 2,3 milliards de dollars depuis le début de l'année. Ce résultat est jugé satisfaisant. Cependant le stock d'endettement net du système bancaire à l'étranger a rejoint des niveaux historiquement élevés (25 000 milliards de lires), car il est moins coûteux pour les banques d'emprunter à l'étranger, où les taux d'intérêt sont inférieurs. Il n'y a pas actuellement d'inquiétude pour le cours de la lire, mais si les exportations en volume s'accroissaient insuffisamment, alors que la reprise s'accompagne de fortes importations, un réajustement des changes en résulterait.

Département des diagnostics
de l'OFCE

L'Observatoire Français des Conjonctures Économiques (OFCE) de la Fondation Nationale des Sciences Politiques est chargé, sous la présidence de Jean-Marcel JEANNENEY, d'étudier, en toute indépendance, la conjoncture de l'économie française et son environnement extérieur.

Il publie une revue en janvier, avril, juillet et octobre et une lettre mensuelle le quatrième mercredi du mois, qui portent le même titre « Observations et Diagnostics Économiques » et sont éditées par les Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

Dans la revue et la lettre les idées émises le sont librement par les économistes de l'OFCE. Elles peuvent s'opposer, le pluralisme des opinions étant un des principes de l'OFCE.

Tarif d'abonnement 1984		Lettre 10 n ^{os} /an	Revue 4 n ^{os} /an	Revue et Lettre
Les demandes d'abonnement doivent être adressées à : OFCE 69, quai d'Orsay 75007 Paris avec un chèque bancaire ou postal à l'ordre de FNSP-OFCE-Publications	Tarif normal (institutions/entreprises)	125 F	220 F	300 F
	Tarif réduit (particuliers)	60 F	140 F	180 F
	Prix du numéro	10 F	60 F	